

Avant-propos

Ce livre est à la fois tardif et incongru. Il a été conçu et écrit à un moment où deux grandes crises de la France contemporaine, l'affaire Dreyfus et l'Occupation, ont déjà atteint, l'une comme l'autre, leur maturité historiographique.

La première est canonisée. On l'a constaté lors des commémorations de l'automne 1994 (l'arrestation) ou de janvier 1998 (*J'accuse*), ces dernières étant d'ampleur plus restreinte mais de ferveur égale. Livres, revues, émissions de radio et de télévision, conférences publiques, colloques universitaires en France ou ailleurs propagèrent un message bigarré dans ses expressions mais uniforme dans ses thèmes et unanime dans ses conclusions. L'Affaire a sa trame narrative et sa grille explicative. Elle a ses « leçons », explicites ou implicites, que quelques farfelus s'acharnent parfois à contester. On sait tout ce qu'il faut dire ou écrire sur le sujet. On s'intéresse aux détails. On ne redoute plus les surprises.

La mémoire de l'Occupation est moins cristallisée aux entourures que ne l'est celle de l'Affaire. C'est que le drame fut incomparablement plus grand, plus effroyable et plus sanglant. C'est aussi qu'il est plus récent, et que ses réminiscences conflictuelles ne cessent d'agiter, périodiquement, l'actualité médiatique. La perception des années 1940 s'est cependant stabilisée dans ses lignes essentielles. Elle alimente un discours officiel qui maîtrise mal, parfois, sa véhémence indignée, mais qui jouit de la très nette approbation de la grande majorité des Français, toutes générations

confondues. Elle se construit autour d'un schéma interprétatif dominant qui, comme pour l'Affaire, fait très clairement la part entre ceux qui ont eu raison, et ceux qui ont eu tort.

La recherche universitaire, ici comme là, va vers l'approfondissement. L'approche est biographique (tel intellectuel dreyfusard, tel ministre de Pétain), organisationnelle (une ligue antijuive à la fin du XIX^e siècle, un mouvement de résistance clandestine), sectorielle (les fonctionnaires pendant l'Affaire, les médecins sous l'Occupation), régionale (le dreyfusisme dans l'Ardèche, la collaboration dans le Finistère). La palme revient aux travaux combinant histoire sociale, histoire locale et histoire événementielle : les épiciers montmartrois et le verdict de Rennes ; le patronat lyonnais et la tragédie de Mers el-Kébir.

Les éditeurs, bien sûr, ne suivent pas. Ils préfèrent les grandes synthèses qui disent tout dans un seul livre, lequel ne doit pas être trop gros pour ne pas coûter trop cher, ni trop abscons pour ne pas rebuter le public. Une carrière de chercheur-auteur comprend ainsi une étude hyperspécialisée, portant sur l'un des sujets que je viens de mentionner. Quatre collègues et sept étudiants la parcourront d'un air las avant de la reporter sur des listes bibliographiques qui s'étirent à l'infini et qui n'existent que dans le but d'être reproduites, perpétuellement accrues, de livre en livre ou d'article en article. La carrière doit déboucher sur un ouvrage général, apte à capter une large audience et doté d'un titre attractif. La Seconde Guerre mondiale gagnera à se peindre en « France des années glauques », en « Paris au temps des SS », ou même en « Vichy-Berlin », avant de donner l'assaut aux devantures des libraires. Dreyfus restera Dreyfus, sans fioritures. Son nom suffit.

Toujours est-il que l'Affaire et l'Occupation justifient la recherche, encouragent l'écriture et nourrissent l'édition. Les ouvrages consacrés à l'une ou à l'autre (bons ou mauvais, novateurs ou répétitifs, français ou extérieurs) se dressent en deux pics vertigineux dont seuls les catalogues informatisés peuvent mesurer la hauteur et tracer les contours. On a beau différencier entre les strates qui les composent, on a beau éliminer les contrefaçons et les médiocrités, on reste ébahi devant les quantités de savoir et de

réflexion amoncelées au fil des décennies. Ce gigantisme bibliographique reflète l'intensité des deux secousses.

La thèse des « deux France » fait le lien entre ces deux pôles de mémoire. Elle pose que les collaborateurs sont les héritiers des antidreyfusards (comme eux, ils sont antisémites et réactionnaires) tandis que les résistants sont des dreyfusards réincarnés (ils luttent pour les mêmes idéaux universels dont la France s'est toujours fait le champion). Constatant l'identité des acteurs et la similarité des textes, les « deux France » insèrent les deux événements dans une continuité structurelle et logique. L'affrontement de 1944 reproduit en surmultiplié, mais le long des mêmes marques, la mêlée de 1898.

La ligne qui va de l'Affaire à l'Occupation se prolonge aussi vers l'arrière. Elle nous ramène à 1789, ou à 1794, opposant la République et ses grands principes aux émigrés de Coblenze et aux curés vendéens. Les deux adversaires inlassables se retrouvent en juin 1936, quand les espoirs du Front populaire se heurtent aux complots de la droite fascisante et cagoularde. Puis la ligne va vers l'avant, entraînant Pierre Poujade puis Jean-Marie Le Pen dans l'étrange farandole qui se danse en France depuis deux siècles déjà, et qui reproduit, à l'échelle d'un pays médusé, et qui sans doute n'en demandait pas tant, l'éternelle bataille du Bien et du Mal.

On peut discuter la théorie des « deux France » dans ses prémisses (les droits de l'homme, alternativement menacés et triomphants, sont-ils vraiment le moteur de l'Histoire ?) et dans sa désespérance (le combat qui n'en finit pas contre un adversaire toujours renaissant). On peut la critiquer dans son utilité immédiate (flétrir Le Pen en l'assimilant à Pétain, à Maurras et aux Chouans) ou dans son rôle historique (stigmatiser l'antisémitisme en le rapportant aux pires ennemis de la République).

J'ai choisi de la confronter aux faits, en m'attachant à une question simple et pertinente à la fois, celle du *destin* des dreyfusards : pour ceux qui vivront assez vieux, comment se comporteront-ils entre 1940 et 1944 ?